

## **Inauguration 2016 de la Chaire des grands enjeux stratégiques**

Monsieur le ministre,

Monsieur le président de l'Université de Paris I, cher Philippe Boutry,

Chers collègues, chers étudiants,

Mesdames, Messieurs,

A la fin de 2012, l'Université de Paris 1 installait de façon concomitante la chaire des grands enjeux stratégiques contemporains et l'Institut des études sur la guerre et la paix dirigé par Hervé Drévilhon. Par cette double initiative, il s'agissait de dynamiser l'enseignement des questions stratégiques, de défense et de sécurité, ainsi que de consolider, au sein de notre Université Panthéon-Sorbonne, un pôle d'études et de recherches pluridisciplinaires en mobilisant les ressources des départements d'histoire, de philosophie, de sciences politiques, de droit et de géographie.

2015, « année terrible », est venue confirmer, de manière hélas tragique, le bienfondé de ce projet, et plus particulièrement de la chaire dont cette conférence inaugurale ouvre le troisième cycle. Avec brutalité, les attentats commis sur notre sol sont venus corroborer une nouvelle fois le changement de paradigme à l'œuvre depuis la fin de la guerre froide, celui qui efface la distinction entre sécurité intérieure et sécurité extérieure. Autrefois politiquement, juridiquement et militairement efficace, cette séparation théorique et opératoire a perdu de sa pertinence. Il ne faut pas voir là un simple changement des conventions, mais une transformation profonde de la réalité. Même si la démarcation entre ordre international et sécurité intérieure ne fut jamais absolue par le passé, nous sommes aujourd'hui amenés à

ajuster nos analyses à un monde où guerre et paix ne sont plus des notions antinomiques. L'agression du 13 novembre fut ainsi un acte de guerre perpétré dans un pays vivant en paix.

Cette transformation de notre environnement conforte l'impératif que s'est fixé cette chaire : renouveler la pensée stratégique, fuir les préjugés anciens et échapper au nombrilisme occidental en invitant des universitaires réputés venus de tous les horizons.

L'Asie constitua l'an passé le thème principal de nos travaux. Avec quatre puissances nucléaires, cinq membres du G20 et des pays qui comptent parmi les principaux poids lourds mondiaux sur les plans démographique et économique, cette région joue un rôle croissant dans l'équation stratégique mondiale sur lequel il était logique de s'attarder. Par contrecoup, la question du Moyen-Orient fut plus timidement évoquée, bien que l'importance des défis stratégiques de cette région n'échappât à personne au moment où Daech connaissait un développement spectaculaire. D'où notre décision de lui consacrer ce nouveau cycle de conférences.

La crise irako-syrienne et la guerre contre Daech concentrent toutes les attentions sur cette région où, à l'exception notable de la Chine, la plupart des grandes puissances mondiales se trouvent aujourd'hui engagées. Face à une telle concentration des forces, les jours de l'Etat islamique semblent inexorablement comptés. 2016, par bien des aspects, pourrait ainsi constituer le tournant de la lutte contre cette organisation et plus largement contre le terrorisme. D'un tel succès, il est néanmoins loisible de se demander qui seront les principaux bénéficiaires et qui seront les principaux perdants.

Le premier vaincu, il nous faut le souhaiter, sera Daech lui-même. Soumise à une pression militaire accrue, l'organisation voit sa logique d'expansion enrayée depuis les prises de Ramadi et de Palmyre. Au cours des derniers mois, l'emprise territoriale de l'Etat islamique a été réduite de 30%, son accès à la Turquie est en passe d'être interrompu et

l'avancée Kurde promet pour sa part de couper la liaison entre ses possessions irakiennes et syriennes. Une reconquête de Mossoul ou de Raqqa au cours de l'année 2016 devient ainsi envisageable.

Pour autant, une victoire militaire — au demeurant toujours incertaine — n'entraînera pas un retour mécanique à la paix, à l'ordre et à la concorde civile. La reconstruction et l'apaisement socio-confessionnel des zones reconquises constituent un défi aussi grand que celui de leur libération. L'Afghanistan, l'Irak sont là pour nous le rappeler. Il est par ailleurs à craindre que l'effondrement de l'assise territoriale de l'Etat islamique ne contribue à la dispersion de brandons de violence à travers la région et le monde, que ce soit par la multiplication des attentats à l'étranger ou par le biais d'un repli en Libye, dont la fragilité politique persiste malgré la signature des accords de Skhirat en décembre dernier.

Ces problématiques complexes seront abordées par Emile Hokayem, Shahram Chubin et Pierre Vermeren. Elles seront complétées, à l'échelle régionale, par les analyses d'Ayesha Siddiqa, d'Ali Kazancigil et de Salman Zaidi sur la Turquie et le Pakistan. Pour ces puissances régionales, comme pour l'Arabie Saoudite, la question des bénéficiaires d'un éventuel basculement en 2016 est également difficile à trancher, tant leurs intérêts sont complexes. L'Iran, s'il s'oppose à Daech, entend néanmoins préserver le régime alaouite de Damas tout en cherchant à assurer son retour en grâce au sein de la communauté internationale. L'Arabie saoudite, dominée par le wahhâbisme, lutte contre la radicalisation sur son sol tout en soutenant l'armée de la conquête dont l'une des composantes, al-Nostra, a été placée par l'ONU sur la liste des organisations proches d'Al-Qaïda. Quant à la Turquie, elle semble d'abord préoccupée par ses relations tendues avec Moscou et par les progrès du PKK en Syrie, qu'elle s'efforce notamment de contenir en soutenant, non sans une certaine forme de cynisme, le parti démocratique du Kurdistan. Dans ce contexte troublé, l'opposition à l'EI apparaît comme un plus petit dénominateur commun dont la disparition laissera libre

court aux désaccords sur le devenir du régime syrien et plus largement sur l'évolution du rapport de force régional.

A l'échelle mondiale, enfin, les bénéfices tirés par les grandes puissances de leur intervention au Moyen-Orient sont encore incertains. L'enjeu est particulièrement fort pour l'Union européenne qu'évoquera Yann Richard. 2016 sera pour l'Europe une année charnière où devront être résolues la question des migrants, celle du terrorisme et celle de la pacification de ses marges, ces différents objectifs ne pouvant être atteints séparément tant ils sont étroitement imbriqués. Pour ce faire, l'Union devra dépasser ses divergences de vues qui minent l'efficacité de son action : celles qui opposent les anciens pays de l'Est à ceux de l'Ouest, tout comme celles qui existent entre les Etats du Sud et ceux du Nord. Elle devra faire preuve d'une vision commune là où la tentation de se cantonner à une simple association entre Etats est encore forte. Deux rendez-vous seront à ce titre déterminant : l'adoption en juin prochain de la nouvelle stratégie européenne de défense et de sécurité, et le sommet de l'OTAN à Varsovie en juillet. C'est à l'occasion de ces deux événements que l'Europe montrera en particulier sa capacité à aller de l'avant vers le principe d'une plus grande intégration en matière de défense et de sécurité ou que seront au contraire entérinés les risques d'une dissolution des principaux acquis européens comme Schengen.

Le bilan pour la Russie et les Etats-Unis est tout aussi incertain. La première a réussi le tour de force de sortir de l'état de réclusion où elle était condamnée depuis son intervention ukrainienne. Son action en Syrie n'a cependant pas amené les résultats escomptés, ce qui contribue sans doute à expliquer le ralliement russe au principe d'une transition politique syrienne. L'effondrement du cours des matières premières et la perspective d'une récession économique durable constituent deux autres éléments qui ont pu jouer dans cette décision et qui vont peser sur la politique internationale russe au cours de l'année à venir. Ces difficultés sont au demeurant savamment entretenues par les Américains qui viennent de rétablir

l'autorisation d'exportation du pétrole vers l'étranger, contribuant par là-même à la dévaluation durable du cours de l'or noir. Ce faisant, les Etats-Unis reprennent un peu la main là où d'aucuns les voyaient déjà en difficulté, tout en poursuivant leur décentrement vers l'Orient et le seul pays qui semblent vraiment à même de pouvoir menacer leur hégémonie : la Chine.

La préoccupation des Américains vis-à-vis de l'Empire du milieu nous rappelle que la crise au Moyen Orient, si elle constitue un enjeu fort de l'actualité stratégique, ne doit pas nous détourner d'une approche plus large des enjeux géopolitiques à l'intérieur desquels elle s'inscrit. Cette ambition justifie que nous poursuivions nos travaux sur la prolifération à travers l'intervention de Jeffrey Lewis, mais aussi que nous nous intéressions à d'autres aspects plus novateurs, comme la question de la guerre dans l'espace qui sera abordée par Ram Jakhu. Elle explique également que nous ayons sollicité M. Hubert Védrine pour nous donner un éclairage sur les crises actuelles à l'aune du néo-réalisme.

Ce programme est ambitieux. Afin de le replacer dans toute sa profondeur stratégique, nous avons aujourd'hui l'honneur d'accueillir M. Jean-Yves le Drian qui est venu nous livrer son analyse des crises contemporaines. Je l'en remercie vivement, de même que je tiens pour conclure à remercier chaleureusement ceux sans qui cette chaire ne pourrait exister : nos partenaires industriels (CEA, Airbus Group, Airbus Defense & Space, MBDA, Thales, DCNS) et la Fondation Saint-Cyr.

Seul le prononcé fait foi